

BURUNDI : Les personnes retournées trouvent un nouveau domicile

IRIN, 27 avril 2010

Photo: Judith Barasuta/IRIN Le manque de terres à cultiver fait partie des problèmes clés auxquels font face les populations rapatriées dans le village de Nyakazi, dans la province de Makamba BUJUMBURA - à seulement deux kilomètres de la frontière tanzanienne, le village «à intégrer» de Nyakazi, dans la commune de Kibago, province de Makamba, compte 198 familles, dont 80 pour cent sont des personnes retournées, sans terres. Il compte parmi plusieurs villages bâtis dans le sud du Burundi pour faciliter la réintégration de centaines de personnes retournées, parties à cause de la guerre civile de 1972. L'une de ces personnes, Phenias Gisahara, a été rapatriée de Tanzanie en 2009, avec sa femme et ses quatre enfants, et est retournée dans son village d'origine, dans la province de Bubanza (dans l'ouest). Mais ses terres étaient occupées : une école primaire et un hôpital avaient été construits là où se trouvait sa maison. Il a dû se retrouver à Nyakazi.

Des cas tels que celui de M. Gisahara ont conduit à la création des villages intégrés, a dit la représentante du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) au Burundi, Clémentine Nkweta-Salami. «Ils [les personnes retournées] étaient heureux d'être rapatriés, mais ils n'avaient pas de proches. Pour eux, Ruyigi [dans le nord-est toute autre région, ne signifie rien]», a dit Mme Nkweta-Salami. Les villages sont construits selon le concept de villages de la paix, dont l'objectif était d'aider à refermer les blessures et d'encourager la réconciliation entre les trois groupes ethniques du pays (les Hutus, les Tutsis et les Twas) à la fin d'une guerre civile prolongée. Des institutions sociales partagées, telles que des écoles, sont mises à disposition des villageois pour encourager l'intégration avec les communautés voisines. Des événements sportifs et des unions sont également organisés. Des difficultés se sont pourtant présentées, comme le manque d'accès à des services de santé et à l'eau cause des décès de milliers. L'origine des villages intégrés était de faire des places de développement pour les personnes et aux autres. Ils devaient faciliter une cohabitation paisible, avec des services accessibles aux réfugiés et aux autres. Nous devons donc honorer nos promesses», a dit Marceline Bararufise, gouverneure de la province de Rutana. L'accès à la terre est également un obstacle à la réintégration. À Nyakazi, environ 100 personnes ont accès à des terres pour cultiver, a dit le chef du village, Boniface Rambo. Mais même les terres disponibles posent problème. «Nous sommes allés cultiver nos terres et des gens ont amené des machettes. Si vous plantez du manioc, ils déracinent les plants. Nous avons fui un conflit ethnique, mais nous sommes maintenant peut-être confrontés à un conflit foncier», a dit M. Gisahara. C'est désespérant, a-t-il dit. «Si nous demandons de l'aide maintenant en ce que nous pourrions récolter un jour ou l'autre, nous pourrions garder courage», a-t-il ajouté. Manque de travail Le manque de travail est également source de préoccupations. Uzia Nishimwe est arrivée à Nyakazi depuis la commune de Rogombo, dans la province de Cibitoke, au nord-ouest, début avril, et elle craint que sa ration alimentaire s'épuise. «Je ne sais pas ce que je ferai après [que mes ressources alimentaires se soient épuisées]. Il semble qu'ici ils vivent de petits boulots, mais nous ne savons pas où aller, car nous sommes nouveaux», a dit cette mère de deux enfants. Certaines personnes retournées traversent la frontière tanzanienne pour chercher du travail. Les activités génératrices de revenus prévues sont en attente de fonds pour commencer, a dit Matteo Frontini, conseiller sur le terrain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). En outre, la liste des futurs bénéficiaires doit encore être validée. Questions de santé Les personnes retournées sont obligées de parcourir au moins 12 km à pied, ou de traverser la frontière tanzanienne, pour atteindre le centre de santé le plus proche. L'absence de certificats de naissance empêche les enfants de moins de cinq ans de bénéficier de la gratuité des soins. International Medical Corps organise des cliniques mobiles hebdomadaires dans les villages, a dit le coordinateur de la promotion de la santé de Rutana, Aloys Ndikuriyo. Quatre hôpitaux ont été identifiés dans les provinces méridionales de Bururi, Makamba et Rutana pour offrir des soins gratuits aux personnes retournées, a dit Chantal Hatungimana, directrice du service de rapatriement au ministère de la Solidarité nationale. Actuellement, seuls trois hôpitaux de la capitale Bujumbura offrent des soins gratuits, excluant ainsi de nombreuses personnes retournées et autres personnes vulnérables vivant en province. Travail en cours Les villages encouragent les personnes qui n'ont pas de proches au Burundi à se faire rapatrier. «Ils donnent de l'espoir et motivent les gens à se faire rapatrier. Ils [les personnes retournées] voient que, même s'il y a toujours des problèmes, ils auront un logement. Sinon où iraient-ils ?» a dit le responsable du HCR à Makamba, Kouyou Wella. Nyakazi est l'un des 10 villages intégrés et abrite non seulement des personnes retournées, mais également des membres de communautés vulnérables identifiés par l'administration locale. Un village de six hectares est en construction dans la région de Nyabigina, qui se trouve aussi dans la province de Makamba et où seront logées 200 familles à la fin des travaux, au mois de mai. [FIN][Les informations vous sont parvenues via IRIN, un département d'informations humanitaires des Nations Unies, mais ne reflètent pas nécessairement les vues des Nations Unies ou de ses agences]